UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT DE LA SORBONNE

REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

ÉDITIONS DE LA SORBONNE
UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

English below / Español a continuación

APPEL À CONTRIBUTIONS

« Politiques de *Backlash* et développement durable en Amérique latine »

Revue internationale des études du développement n°258 (2025-2)

Coordination du numéro

- Catia Grisa, Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS), Brésil
- Carla Tomazini, Marie Skłodowska–Curie Postdoctoral Fellow (EUTOPIA-SIF Cofund), University of Warwick, UK
- Jean-François Le Coq, Cirad, France

Élément essentiel du paysage politique contemporain, le terme *backlash politics* ou l'expression « retour de bâton », est utilisé dans divers contextes pour faire référence aux mobilisations conservatrices (anti-droits de l'homme, antiféminisme, anti-LGBT…), mais également aux mouvements en faveur de l'autonomie locale, au populisme de droite radicale, aux rejets des institutions internationales, entre autres. (Alter & Zürn, 2020) Les objectifs de développement durable (ODD) ne sont pas épargnés : perçus comme un programme politique mondial hégémonique, ils constituent un agenda de plus en plus questionné, voire contesté (Munro, 2023). Dans divers contextes, les mouvements qui s'opposent aux ODD expriment leur désaccord à travers une multitude de canaux, allant des mobilisations de rue à des prises de position officielles au plus haut niveau, y compris présidentiel. Leur opposition se manifeste par un rejet explicite de certaines notions et recommandations institutionnelles qui sont actuellement considérées comme prédominantes à différents niveaux, que ce soit localement, nationalement, régionalement ou internationalement (Alter & Zürn, 2020). Ces mouvements remettent en question des principes fondamentaux tels que les droits humains, l'importance de la protection de l'environnement et des écosystèmes, la nécessité des vaccins pour la santé publique, ainsi que des avancées sociales telles que la parité de genre et les droits des femmes. Ils contestent également les politiques et les mesures mises en place dans le cadre de l'Agenda 2030, arguant souvent que ces initiatives compromettent la souveraineté nationale, entravent le développement économique ou menacent des valeurs culturelles et traditionnelles.

Alors que l'intérêt pour l'action collective conservatrice était limité jusqu'à très récemment (Poulson, Caswell, & Gray, 2014), en particulier dans le monde francophone (Agrikoliansky & Collovald, 2014), l'avènement de gouvernements d'extrême droite au pouvoir dans plusieurs pays représente désormais un défi et un nouveau terrain d'enquête pour tous les chercheurs et les acteurs, en particulier dans le champ du développement, y compris pour ceux s'intéressent à l'Amérique latine.

La région latino-américaine a vu émerger des gouvernements d'extrême droite néolibérale après la période de la « marée rose » des années 2000 (Bull, 2013), qui a été caractérisée par l'ascension au pouvoir de gouvernements progressistes dans des pays tels que le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, la Bolivie, le Venezuela et l'Équateur, ainsi que des progrès significatifs dans les indicateurs de développement socio-économique. Au cours des dernières années, des candidats et des partis d'extrême droite ont gagné en influence au sein des organisations sociales et des institutions législatives de plusieurs pays, et ont même accédé au pouvoir exécutif dans certains cas. Ils trouvent souvent leur fondement dans les forces sociales, politiques, économiques et religieuses les plus conservatrices. Ces mouvances politiques partagent des idées telles que la préservation des identités traditionnelles, la valorisation des masculinités, le suprémacisme racialisé, et prônent des politiques visant à restreindre le rôle de l'État social, à réduire les avancées en matière d'égalité des genres, et à remettre en question les attributs démocratiques, conduisant ainsi à des formes de restauration autoritaire.

En raison de ces dynamiques, l'Amérique latine représente un laboratoire particulièrement intéressant pour analyser les *backlash politics* en période de bouleversements politiques. Bien que d'autres régions du monde soient également touchées par ces mouvements intellectuels, forums politiques (comme le Forum de Madrid) et mobilisations populaires, l'Amérique latine offre un contexte riche pour appréhender ces phénomènes. Comprendre les dynamiques (les idées, l'agenda, les stratégies, les alliances...) et les effets politiques et institutionnels de ces mouvements en Amérique latine est devenu une préoccupation majeure pour les universitaires et les chercheurs spécialistes de cette région. Ces phénomènes de retour de bâton ne préoccupent pas seulement les courants nationaux « progressistes », mais aussi les

institutions internationales et les acteurs du développement, dans la mesure où ils parviennent à contourner, fragiliser voire pervertir certains processus démocratiques par des formes de populisme, souvent démagogiques. Par ailleurs, nous observons qu'actuellement les néo-pentecôtistes se rallient souvent à des secteurs conservateurs catholiques pour soutenir certaines propositions politiques et partis de droite (Pérez Guadalupe, 2018). Bien que l'actuelle offensive conservatrice se déploie en partie en réaction aux avancées, en termes d'indicateurs socio-économiques et de changements sociaux, des années 1990 et 2000, il est crucial de ne pas la limiter à une dimension réactive, mais plutôt de la percevoir comme intrinsèquement productive (Serrano Amaya, 2017), avec sa propre idéologie, ses répertoires d'actions, ses instruments, ses relais, ses sociologies et ses agendas spécifiques.

Nous partageons la vision selon laquelle les partisans/tenants des politiques de « retour de bâton » n'agissent pas simplement en réaction à un ensemble spécifique de circonstances, mais portent un programme original qui obéit à ses propres logiques. Les politiques de *backlash* sont définies par quatre éléments : (1) des objectifs rétrogrades, de repli de moins-value sociétale (pouvant également avoir des éléments orientés vers le passé avec des appels explicites à une tradition magnifiée tout en plaidant pour un futur différent) ; (2) des buts et des stratégies exceptionnelles s'appuyant sur l'état d'urgence permanent ou de mise en péril des principes fondamentaux démocratiques ; (3) une grande visibilité dans le débat public par la diffusion de propos démagogiques, de solutions simplificatrices et d'idées outrancières, brutales et choquantes, qui sont ainsi banalisées (Alter & Zürn, 2020) ; et (4) parfois également un détournement, voire un dévoiement, de sens des engagements pour le DD.

En cette période de reconfiguration politique marquée par la montée en puissance des mobilisations et des dirigeants conservateurs, ce dossier thématique a pour objectif d'explorer les dynamiques du *backlash* et de comprendre ses implications et ses effets sur les politiques publiques en matière de développement durable dans la région. Il vise à contribuer, tant sur le plan théorique qu'empirique à ce pan émergent de la littérature (Alter & Zürn, 2020; Patashnik, 2019; Paternotte, 2021; Patterson, 2023; Snyder, 2020), en se concentrant à la fois sur l'analyse des acteurs du *backlash*, leurs forces de mobilisation et leurs idées, ainsi que sur les politiques qu'ils démantèlent, contournent ou adoptent lorsqu'ils accèdent au pouvoir. Ces analyses seront abordées en lien avec les contraintes et exigences du développement durable, depuis les enjeux de renforcement des agricultures familiales, de l'appui aux pratiques agroécologiques, de l'adaptation au changement climatique, de préservation de la biodiversité, en passant par la lutte contre les inégalités de genre, d'éducation, de santé, la reconnaissance des peuples, communautés traditionnelles et savoirs autochtones. Au demeurant, ce dossier entend surtout examiner, de manière fine et approfondie, les spécificités contextuelles de l'émergence de ces acteurs, mouvements et politiques de *backlash*, ainsi que leur cristallisation et leur diffusion.

Nous cherchons à stimuler une réflexion approfondie sur les mobilisations conservatrices et les réponses variées qu'elles suscitent en Amérique latine, à travers différents domaines politiques et à différentes échelles (locale, nationale, régionale et internationale). Nous appelons à des contributions innovantes et à des perspectives peu explorées, guidant les auteurs vers trois axes d'analyse centrés sur les idées, les institutions et les intérêts (Hall, 1997; Palier & Surel, 2005; Patterson, 2023). Cette approche permet de rendre compte des dynamiques, des effets, ainsi que des différentes dimensions et complexités que ce sujet exige.

Axe 1 : Agendas conservateurs : reconfigurations et contestations des discours et des cadres du DD

Quels sont les discours dominants en termes de principes partagés, d'objectifs, de procédures et de pratiques contestées par ces mouvements conservateurs ? Quels sont les propositions et programmes alternatifs défendus ? Quels sont les éléments clés des situations antérieures que ces mouvements et ces extrêmes droites considèrent comme préférables ? Quels sont les éléments « modernisateurs » avancés ? Les revers à divers niveaux connus par l'agroécologie, l'une des causes progressistes dans le domaine rural, sont particulièrement emblématiques. En 2018-2019, la critique formulée à l'égard de la FAO pour son soutien à l'agroécologie s'inscrivait dans une réaction plus globale de remise en question de la vision agroécologique des mouvements paysans pour la transformation des systèmes alimentaires. Ses pourfendeurs défendaient, a contrario, une conception « étroite de la science et du savoir, favorisant le développement de systèmes alimentaires orientés vers la technologie, la numérisation et la financiarisation » (Canfield, Duncan, & Claeys, 2021).

D'un autre point de vue, comment les politiques de « retour de bâton » deviennent-elles partie intégrante du discours politique courant ? Quels (re-)cadrages en termes de développement durable ces mouvements proposent-ils ? De fait, les systèmes internationaux et régionaux des droits de l'homme semblent de plus en plus menacés par des acteurs anti-droits, cherchant à « à miner les droits liés au genre et à la sexualité en utilisant des références mensongères à la religion, à la culture, à la tradition et à la souveraineté de l'État » (Shameem, 2017). Ces mouvements adoptent, de

plus en plus, le langage des droits et de la modernité, dans une perspective différente et inversée, pour suggérer la nature émancipatrice de la récupération des valeurs et des priorités locales (Bob, 2019; Snyder, 2020). Corredor (2021) montre par exemple comment les personnes opposées à la perspective de genre et à l'accord de paix en 2016 en Colombie ont utilisé la « rhétorique des droits de l'homme pour créer un présent alternatif et promouvoir un imaginaire futur ancré dans l'exclusion et la répression ».

Axe 2 : Institutionnalisation du *backslash* : changements de normes et de politiques

Les politiques de *backlash*, par leur non-respect des procédures et des normes d'opposition habituelles dans les jeux démocratiques, remettent profondément en question la légitimité de l'action politique (Alter & Zürn, 2020; Madsen, Cebulak, & Wiebusch, 2018; Patashnik, 2019), engendrant des griefs particulièrement intenses et instables (Patterson, 2023). Dans quelle mesure ces mouvements (groupes sociaux, partis d'extrême droite...) peuvent-il inscrire des *backlash politics* dans les institutions elles-mêmes de façon à les perpétuer ? Quels sont les espaces politiques et institutionnels occupés ? Quelles sont les arènes et échelles privilégiées ? Comment les arrangements institutionnels sont-ils, dans ces contextes, renégociés ? Peuvent-ils mener à des changements profonds de politiques publiques, tant dans leur forme que dans leurs fonctions ? Observons-nous des changements institutionnels plus graduels ou plutôt des ruptures institutionnelles provoquées par le « retour de bâton » ? À rebours des interprétations courantes, les changements de politique, vus comme allant « trop loin » ou comme étant déployés « trop rapidement », n'expliquent pas, en général, les politiques de *backlash* (Alter & Zürn, 2020). En Amérique latine, par exemple, les réactions hostiles envers les personnes LGBTQ+ se manifestent dans des régions où il n'y a pas de progrès sur lesquels revenir en matière de droits LGBTQ+, et la réaction peut ne pas se manifester en réponse à des victoires dans ce domaine (Encarnación, 2020). C'est pourquoi les analyses portant sur les possibles effets de contagion ou de diffusion dans la région sont également les bienvenues.

Bien que les politiques de « retour de bâton » ne soient pas simplement réactives, elles peuvent être mises à l'agenda à des moments politiques opportuns, exploitant par exemple le pouvoir symbolique pour remporter des élections. Il est également important de noter les effets de rétroaction, c'est-à-dire comment les politiques influencent d'autres politiques (Pierson, 1993). Cet effet est particulièrement évident dans les politiques de développement durable lorsqu'elles rencontrent une résistance locale, comme dans le cas du NIMBY (Not In My Back Yard). Ces résistances peuvent toucher diverses politiques, telles que climatiques (Patterson, 2023; Vihma, Reischl, & Nonbo Andersen, 2021), migratoires (Alesina & Tabellini, 2022; Zhou, Grossman, & Ge, 2023) ou liées à la participation des femmes (Kjelsrud & Sjurgard, 2022). Prendre en compte les effets rétroactifs des politiques publiques signifie considérer simultanément les conséquences inattendues et les effets d'inertie de ces politiques (Spire, 2017), cela permet de décrypter l'influence des groupes d'intérêts et des acteurs (non) étatiques.

Axe 3 : Stratégies et intérêts des acteurs du *backlash*

Quels sont les acteurs du *backlash* et quels sont les assemblages qui les portent et les relient ? Quels sont les clivages politiques et les alliances impliquées dans la défense des politiques réactionnaires ? Selon Della Porta (2020), ces mouvements conservateurs bénéficient du soutien de diverses coalitions de classes, incluant non seulement les élites économiques mais aussi d'autres segments de ce qui fut autrefois considéré comme la classe ouvrière. Quelles sont leurs stratégies et quels intérêts sont en jeu ? Quels en sont les « intermédiaires » et les « entrepreneurs » ? Quel rôle les médias et les plateformes numériques tiennent-ils dans l'émergence de ces mouvances et mobilisations ?

Dans une autre perspective, quels sont les différents modes de financement et les ressources matérielles qui contribuent à catalyser ces mobilisations ? Cela nous amène à réfléchir à des questions cruciales pour les enjeux du développement : comment l'aide étrangère est-elle utilisée, ou est-elle supposée être utilisée, pour faire pression en cas de violations des droits humains (Dasandi & Erez, 2023) ? Au-delà de remettre en question les droits humains, les politiques de *backlash* contestent également la crise écologique. Par conséquent, quelles sont les tactiques mises en œuvre pour entraver les efforts visant à la limiter ou à s'y adapter ?

Le présent dossier est ouvert à des approches disciplinaires, géographiques et méthodologiques variées. Les articles peuvent explorer diverses échelles spatiales et temporelles d'analyse, dans une perspective monographique ou comparative, ou en se penchant sur des problématiques transnationales. Les contributions interdisciplinaires sont particulièrement encouragées, tout comme la diversité des perspectives du développement (sociétales, environnementales, organisationnelles, etc.). Ce dossier vise à enrichir la discussion sur la politisation et la dépolitisation des programmes de développement à l'heure du développement durable, les diverses dynamiques d'engagement et de politisation au sein des sociétés des Suds, ainsi que les risques que représentent les mobilisations conservatrices pour les processus démocratiques. Il contribue ainsi à une meilleure compréhension des politiques de *backlash*, en mettant l'accent particulièrement sur les contextes latino-américains.

Modalités de soumission des articles au dossier du n°258 (2025-2) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la ligne éditoriale de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la charte éthique.

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les auteur·e·s envoient un résumé, en français, anglais, ou espagnol, présentant le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

Le fichier Word du résumé, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-258 », comprend :

- Le titre : court et précis, de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
-

Un second fichier Word, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indique de manière exhaustive les noms et prénoms des auteur·e·s, leur discipline, statut, rattachement institutionnel, adresses courriel, l'indication de l'auteur correspondant.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s à l'étape précédente s'engagent à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes de la revue, indiquées à cette page : consignes aux auteurs (disponible en français, anglais, espagnol).

Les articles (de 45 000 signes environ, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué à cette page : Normes bibliographiques (format APA).

Calendrier de production

Les auteur·e·s s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 30 juin 2024** aux cinq adresses ci-dessous :

- catiagrisaufrgs@gmail.com
- carla.guerra-tomazini@warwick.ac.uk
- jean-francois.le_coq@cirad.fr
- revdev@univ-paris1.fr

- **Les auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinateur.ice.s et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **8 juillet 2024.**

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux courriels précités **avant le 15 septembre 2024.**

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°255 2024-2 est prévue pour **juin 2025.**

Références citées

Agrikoliansky, É., & Collovald, A. (2014). Mobilisations conservatrices : Comment les dominants contestent ? *Politix*, *N° 106*(2), *7*.

Alesina, A., & Tabellini, M. (2022). *The Political Effects of Immigration: Culture or Economics?* (Rapport No. w30079). Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

Alter, K. J., & Zürn, M. (2020). Theorising backlash politics Conclusion to a special issue on backlash politics in comparison. *The British Journal of Politics and International Relations*, *22*(4), 739-752.

Bob, C. (2019). *Rights as weapons: Instruments of conflict, tools of power*. Princeton ; Oxford: Princeton University Press.

Bull, B. (2013). Social Movements and the 'Pink Tide' Governments in Latin America: Transformation, Inclusion and Rejection. Dans K. Stokke & O. Törnquist (Éds), *Democratization in the Global South* (pp. 75-99). London: Palgrave Macmillan UK.

Canfield, M. C., Duncan, J., & Claeys, P. (2021). Reconfiguring Food Systems Governance: The UNFSS and the Battle Over Authority and Legitimacy. *Development*, *64*(3-4), 181-191.

Corredor, E. S. (2021). On the Strategic Uses of Women's Rights Backlash, Rights-based Framing, and Anti-Gender Campaigns in Colombia's 2016 Peace Agreement. *Latin American Politics and Society*, *63*, 46-68.

Dasandi, N., & Erez, L. (2023). The flag and the stick: Aid suspensions, human rights, and the problem of the complicit public. *World Development*, *168*, 106264.

Della Porta, D. (2020). Conceptualising backlash movements: A (patch-worked) perspective from social movement studies. *The British Journal of Politics and International Relations*, *22*(4), 585-597.

Encarnación, O. G. (2020). The gay rights backlash: Contrasting views from the United States and Latin America. *The British Journal of Politics and International Relations*, *22*(4), 654-665.

Hall, P. (1997). The Role of Interest, Institutions and Ideas in the Comparative Political Economy of the Industrialized Nations. Dans M. Lichbach & A. Zuckerman (Éds), *Comparative Politics*. (S.l.): Cambridge University Press.

Kjelsrud, A., & Sjurgard, K. V. (2022). Public Work and Private Violence. *The Journal of Development Studies*, *58*(9), 1791-1806.

Madsen, M. R., Cebulak, P., & Wiebusch, M. (2018). Special Issue – Resistance to International Courts Introduction and Conclusion. *International Journal of Law in Context*, *14*(2), 193-196.

Munro, L. T. (2023). Are the SDGs a Hegemonic Global Policy Agenda? Evidence from National Development Plans. *Revue internationale des études du développement*, (253), 33-61.

Palier, B., & Surel, Y. (2005). Les « trois I » et l'analyse de l'État en action. *Revue française de science politique*, *55*(1), 7-32.

Patashnik, E. M. (2019). Limiting Policy Backlash: Strategies for Taming Countercoalitions in an Era of Polarization. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, *685*(1), 47-63.

Paternotte, D. (2021). Backlash : Une mise en récit fallacieuse : *La Revue Nouvelle*, *N° 6*(6), 11-15.

Patterson, J. J. (2023). Backlash to Climate Policy. *Global Environmental Politics*, *23*(1), 68-90.

Pérez Guadalupe, J. L. (2018). ¿Políticos Evangélicos o Evangélicos Políticos? Los Nuevos Modelos de Conquista Política de los Evangélicos en América Latina. Dans J. L. Pérez Guadalupe & S. Grundberger (Éds), *Evangélicos y Poder en América Latina*. (S.l.): Konrad Adenauer Stiftung, Instituto de Estudios Social Cristianos.

Pierson, P. (1993). When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change. *World Politics*, *45*(4), 595-628.

Poulson, S. C., Caswell, C. P., & Gray, L. R. (2014). Isomorphism, Institutional Parochialism, and the Study of Social Movements. *Social Movement Studies*, *13*(2), 222-242.

Serrano Amaya, J. F. (2017). La tormenta perfecta: Ideología de género y articulación de públicos. *Sexualidad, Salud y Sociedad*, (27), 149-171.

Shameem, N. (2017). Religious Fundamentalisms: The Observatory on the Universality of Rights Initiative. *Development*, *60*(1-2), 100-103.

Snyder, J. (2020). Backlash against naming and shaming: The politics of status and emotion. *The British Journal of Politics and International Relations*, *22*(4), 644-653.

Spire, A. (2017). État des lieux : Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État. *Gouvernement et action publique*, *5*(4), 141-156.

Vihma, A., Reischl, G., & Nonbo Andersen, A. (2021). A Climate Backlash: Comparing Populist Parties' Climate Policies in Denmark, Finland, and Sweden. *The Journal of Environment & Development*, *30*(3), 219-239.

Zhou, Y.-Y., Grossman, G., & Ge, S. (2023). Inclusive refugee-hosting can improve local development and prevent public backlash. *World Development*, *166*, 106203.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT DE LA SORBONNE

REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

ÉDITIONS DE LA SORBONNE
UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

CALL FOR PAPERS

"Backlash politics and sustainable development in Latin America"

Revue internationale des études du développement n°258 (2025-2)

GUEST EDITORS

- Catia Grisa, Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS), Brazil
- Carla Tomazini, Marie Skłodowska–Curie Postdoctoral Fellow (EUTOPIA-SIF COFUND), University of Warwick, UK
- Jean-François Le Coq, Cirad, France

The terms "backlash" and "backlash politics" are essential elements of the contemporary political landscape. They can be used in various contexts to refer to conservative mobilization (anti-human rights, anti-feminism, anti-LGBTQ+, etc.), but also to movements in favor of local autonomy, to radical right populism, and to the rejection of international institutions, to name a few (Alter & Zürn, 2020) The Sustainable Development Goals (SDGs) have not been left unscathed: they are perceived as a hegemonic global political program, constituting an increasingly questioned and even contested agenda (Munro, 2023). In various contexts, the movements against the SDGs have expressed their disagreement through a multitude of channels, ranging from citizens taking to the streets to officials at the highest level taking a stand, including presidents. Their opposition appears through the explicit rejection of certain institutional notions and recommendations that are currently considered predominant at different levels, whether locally, nationally, regionally, or internationally (Alter & Zürn, 2020). These movements question fundamental principles such as human rights, the importance of protecting the environment and ecosystems, and the necessity of vaccines for public health, as well as social advances such as gender parity and women's rights. They also challenge the policies and measures implemented under the 2030 Agenda, often arguing that these initiatives compromise national sovereignty, hinder economic development, or threaten cultural and traditional values.

While interest in conservative collective action was limited until very recently (Poulson, Caswell, & Gray, 2014), particularly in the French-speaking world (Agrikoliansky & Collovald, 2014), the rise to power of far-right governments in several countries now represents a challenge and a new area of inquiry for all researchers and actors, particularly in the field of development, including those interested in Latin America.

The Latin American region saw the emergence of neoliberal, far-right governments following the "pink tide" in the 2000s (Bull, 2013), which was characterized by the rise to power of progressive governments in countries such as Brazil, Argentina, Chile, Uruguay, Bolivia, Venezuela, and Ecuador, as well as by significant progress in socio-economic development indicators. In recent years, far-right candidates and parties have gained influence within social organizations and legislative institutions in several countries, and have even risen to executive power in some cases. They are often rooted in the most conservative social, political, economic, and religious forces. These political movements share ideas such as the preservation of traditional identities, the appreciation of masculinities, and racialized supremacism, and they advocate policies that restrict the role of the welfare state, reduce progress on matters of gender equality, and challenge democratic attributes, thus leading to forms of authoritarian restoration.
Due to these dynamics, Latin America is a particularly interesting laboratory to analyze backlash politics in times of political upheaval. Although other regions of the world have also been affected by such intellectual movements, political forums (like the Madrid Forum), and popular mobilization, Latin America provides a rich context to grasp these phenomena. Understanding the dynamics (the ideas, the agenda, the strategies, the alliances, etc.) and the political and institutional effects of these movements in Latin America has become a major concern for academics and researchers specializing in the region. Such backlash phenomena are not a source of concern solely for "progressive" national movements, but also for international institutions and development actors, to the extent that these phenomena have managed to circumvent, weaken, or even pervert certain democratic processes through forms of populism that are often demagogic. Furthermore, it

can be observed currently that neo-Pentecostals often join conservative Catholic groups to support certain right-wing political proposals and parties (Pérez Guadalupe, 2018). Although the current conservative offensive has been taking place partly in reaction to the advances of the 1990s and 2000s in terms of socio-economic indicators and social changes, it is crucial not to only consider its reactive dimension, but rather to perceive it as intrinsically productive (Serrano Amaya, 2017), with its own ideology, repertoire of actions, instruments, relays, sociologies, and specific agendas.

We share the view that the proponents/supporters of backlash politics do not simply act in reaction to a specific set of circumstances, but have an original agenda with its own logic. Backlash politics is defined by four features: (1) retrograde objectives, focused on cultural withdrawal and societal value lost (also possibly with a focus on the past and explicit appeals to a glorified tradition while advocating for a different future); (2) exceptional goals and strategies based on a permanent state of emergency or on the jeopardizing of fundamental democratic principles; (3) high visibility in the public debate through the dissemination of demagogic discourse, simplifying solutions, and outrageous, brutal, and shocking ideas, which are thus trivialized (Alter & Zürn, 2020); and (4) sometimes also misusing or even twisting the meaning of the commitment to SD.

In this period of political reconfiguration marked by the rise of conservative mobilization and leaders, this special issue aims to explore the dynamics of backlash and to understand its implications and its effects on public policies in terms of sustainable development in the region. It will contribute, both theoretically and empirically, to this emerging literature (Alter & Zürn, 2020; Patashnik, 2019; Paternotte, 2021; Patterson, 2023; Snyder, 2020), by focusing at the same time on the analysis of backlash actors, their mobilizing forces and their ideas, as well as on the policies they dismantle, circumvent, or adopt when they come to power. These analyses will take into consideration the constraints and requirements of sustainable development, from the stakes related to strengthening family farming, supporting agroecological practices, adapting to climate change, preserving biodiversity, but also linked to the fight against inequalities when it comes to gender, education, health, and the recognition of peoples, traditional communities, and indigenous knowledge. Above all, this issue aims to closely examine the contextual specificities of the emergence of these backlash actors, movements, and policies, as well as their crystallization and their diffusion.

We seek to stimulate in-depth reflection on conservative mobilization and the varied responses it has elicited in Latin America, across different political areas and at different scales (local, national, regional, and international). We call for innovative contributions and little-explored perspectives, and invite authors to focus on three lines of inquiry centered on ideas, institutions, and interests (Hall, 1997; Palier & Surel, 2005; Patterson, 2023). This approach makes it possible to account for the dynamics, effects, and different dimensions and complexities that this subject requires.

Line of inquiry 1: Conservative agendas: reconfigurations and contestations of SD discourses and frameworks

What are the dominant discourses in terms of shared principles, objectives, processes, and practices contested by these conservative movements? What alternative proposals and programs are defended? What key features from the past do these movements and far-right groups consider preferable? What are the "modernizing" features that are put forward? The setbacks at various levels experienced by agroecology, one of the progressive causes in the rural area, are particularly emblematic. In 2018-2019, the criticism leveled at the FAO for its support of agroecology was part of a more global reaction questioning the agroecological vision of peasant movements for the transformation of food systems. A contrario, its critics defended a "narrow view of science and knowledge to push for technology-driven food systems development, digitalization and financialization" (Canfield, Duncan, & Claeys, 2021).

From another perspective, how has backlash politics become part of mainstream political discourse? What (re-)framing in terms of sustainable development do these movements propose? Indeed, international and regional human rights systems appear increasingly threatened by anti-rights actors, seeking to "undermine rights related to gender and sexuality through misleading references to religion, culture, tradition and state sovereignty" (Shameem, 2017). These movements have increasingly adopted the language of rights and modernity from a different, reversed perspective to suggest the emancipatory nature of recovering local values and priorities (Bob, 2019; Snyder, 2020). For example, Corredor (2021) shows how people opposed

to the gender perspective and the 2016 peace agreement in Colombia used the "human rights rhetoric to establish an alternative present and promote an imagined future rooted in exclusion and repression."

Line of inquiry 2: Institutionalizing the backlash: changes in norms and politics

Backlash politics, through its non-compliance with the usual processes and norms of opposition in democracies, profoundly calls into question the legitimacy of political action (Alter & Zürn, 2020; Madsen, Cebulak, & Wiebusch, 2018; Patashnik, 2019), generating particularly intense and volatile grievances (Patterson, 2023). To what extent can these movements (social groups, far-right parties, etc.) inscribe backlash politics into the institutions themselves so that it can be perpetuated? What political and institutional spaces are occupied? What are the preferred arenas and scales? How have institutional arrangements been renegotiated in these contexts? Can they lead to profound changes in public policies, both in their form and in their functions? Are more gradual institutional changes or rather institutional ruptures caused by the backlash

taking place? Contrary to common interpretations, in general, backlash politics cannot be explained by policy changes seen as going "too far" or as having been implemented "too quickly" (Alter & Zürn, 2020). In Latin America, for example, hostile reactions against LGBTQ+ people have occurred in regions where no progress had been made regarding LGBTQ+ rights, so that these reactions may not come in response to victories in this area (Encarnación, 2020). That is why analyses focusing on possible contagion or diffusion effects in the region are also welcome.

Although backlash politics is not simply reactive, it can be put on the agenda at opportune political moments, for example taking advantage of symbolic power to win elections. It is also important to note the feedback effect, that is, how policies influence other policies (Pierson, 1993). This effect is particularly obvious in sustainability policies when they encounter local resistance, as in the case of NIMBY (Not In My Back Yard). Such resistance can affect policies in various areas such as climate (Patterson, 2023; Vihma, Reischl, & Nonbo Andersen, 2021), migration (Alesina & Tabellini, 2022; Zhou, Grossman, & Ge, 2023), or the participation of women (Kjelsrud & Sjurgard, 2022). Taking into account the feedback effect of public policies implies simultaneously considering the unintended consequences and the inertia effects of these policies (Spire, 2017), making it possible to uncover the influence of interest groups and (non-)state actors.

Line of inquiry 3: The strategies and interests of backlash actors

Who are the backlash actors and what are the connections that support and link them? What are the political divisions and alliances involved in defending reactionary policies? According to Della Porta (2020), these conservative movements enjoy the support of diverse class coalitions, including not only economic elites but also other segments of what was once considered the working class. What are their strategies and what interests are at stake? Who are the "intermediaries" and the "entrepreneurs"? What role have the media and digital platforms played in the emergence of such movements and mobilization?

From another perspective, what are the different methods of financing and material resources that contribute to catalyzing this mobilization? This leads to considering crucial questions for development stakes: how is foreign aid used, or is it supposed to be used as a lever in case of human rights violations (Dasandi & Erez, 2023)? Beyond questioning human rights, backlash politics also challenges the environmental crisis. Therefore, what tactics have been implemented to hinder the efforts to limit this crisis or to adapt to it?

This special issue is open to varied disciplinary, geographical, and methodological approaches. Submissions may explore various spatial and temporal scales of analysis, from a monographic or comparative perspective, or by looking at transnational issues. Interdisciplinary submissions are particularly encouraged, as are diverse development perspectives (societal, environmental, organizational, etc.). This issue aims to contribute to the discussion on the politicization and depoliticization of development programs in the era of sustainable development, and the various dynamics of activism and politicization within Global South societies, as well as the risks for democratic processes stemming from conservative mobilization. It will thus contribute to a better understanding of backlash politics, with particular emphasis on Latin American contexts.

Submission details / Participation in Issue no. 258 (2025/2) of the RIED

The authors agree to read the editorial policy of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the code of ethics and the Guidelines for Authors.
The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

Submitting the proposal

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-258," and must include:
- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled "AUTHOR'S SURNAME-258-info," including the author's first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team and a preselection of the proposals will be made.

Submitting the paper

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.
The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.
The references cited must be presented in APA format.

Publication Calendar

The authors agree to comply with the calendar.
The proposals must be submitted by June 30th, 2024 to:

- **catiagrisaufrgs@gmail.com**
- **carla.guerra-tomazini@warwick.ac.uk**
- **jean-francois.le_coq@cirad.fr**
- **revdev@univ-paris1.fr**

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of July 8th, 2024.
The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the aforementioned email addresses by September, 15th 2024.
The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double-blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 258 is expected to be published in June 2025.

References

Agrikoliansky, É., & Collovald, A. (2014). Mobilisations conservatrices : Comment les dominants contestent ? *Politix*, N° 106(2), 7.

Alesina, A., & Tabellini, M. (2022). *The Political Effects of Immigration: Culture or Economics?* (Rapport No. w30079). Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

Alter, K. J., & Zürn, M. (2020). Theorising backlash politics: Conclusion to a special issue on backlash politics in comparison. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 739-752.

Bob, C. (2019). *Rights as weapons: Instruments of conflict, tools of power*. Princeton; Oxford: Princeton University Press.

Bull, B. (2013). Social Movements and the 'Pink Tide' Governments in Latin America: Transformation, Inclusion and Rejection. Dans K. Stokke & O. Törnquist (Éds), *Democratization in the Global South* (pp. 75-99). London: Palgrave Macmillan UK.

Canfield, M. C., Duncan, J., & Claeys, P. (2021). Reconfiguring Food Systems Governance: The UNFSS and the Battle Over Authority and Legitimacy. *Development*, 64(3-4), 181-191.

Corredor, E. S. (2021). On the Strategic Uses of Women's Rights: Backlash, Rights-based Framing, and Anti-Gender Campaigns in Colombia's 2016 Peace Agreement. *Latin American Politics and Society*, 63, 46-68.

Dasandi, N., & Erez, L. (2023). The flag and the stick: Aid suspensions, human rights, and the problem of the complicit public. *World Development*, 168, 106264.

Della Porta, D. (2020). Conceptualising backlash movements: A (patch-worked) perspective from social movement studies. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 585-597.

Encarnación, O. G. (2020). The gay rights backlash: Contrasting views from the United States and Latin America. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 654-665.

Hall, P. (1997). The Role of Interest, Institutions and Ideas in the Comparative Political Economy of the Industrialized Nations. Dans M. Lichbach & A. Zuckerman (Éds), *Comparative Politics*. (S.l.): Cambridge University Press.

Kjelsrud, A., & Sjurgard, K. V. (2022). Public Work and Private Violence. *The Journal of Development Studies*, 58(9), 1791-1806.

Madsen, M. R., Cebulak, P., & Wiebusch, M. (2018). Special Issue – Resistance to International Courts Introduction and Conclusion. *International Journal of Law in Context*, 14(2), 193-196.

Munro, L. T. (2023). Are the SDGs a Hegemonic Global Policy Agenda?: Evidence from National Development Plans. *Revue internationale des études du développement*, (253), 33-61.

Palier, B., & Surel, Y. (2005). Les « trois I » et l'analyse de l'État en action. Revue française de science politique, *55*(1), 7-32.

Patashnik, E. M. (2019). Limiting Policy Backlash: Strategies for Taming Countercoalitions in an Era of Polarization. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 685(1), 47-63.

Paternotte, D. (2021). Backlash : Une mise en récit fallacieuse : *La Revue Nouvelle*, N° 6(6), 11-15.

Patterson, J. J. (2023). Backlash to Climate Policy. *Global Environmental Politics*, 23(1), 68-90.

Pérez Guadalupe, J. L. (2018). ¿Políticos Evangélicos o Evangélicos Políticos ? Los Nuevos Modelos de Conquista Política de los Evangélicos en América Latina. Dans J. L. Pérez Guadalupe & S. Grundberger (Éds), *Evangélicos y Poder en América Latina*. (S.l.): Konrad Adenauer Stiftung, Instituto de Estudios Social Cristianos.

Pierson, P. (1993). When Effect Becomes Cause : Policy Feedback and Political Change. *World Politics*, 45(4), 595-628.

Poulson, S. C., Caswell, C. P., & Gray, L. R. (2014). Isomorphism, Institutional Parochialism, and the Study of Social Movements. *Social Movement Studies*, 13(2), 222-242.

Serrano Amaya, J. F. (2017). La tormenta perfecta: Ideología de género y articulación de públicos. *Sexualidad, Salud y Sociedad*, (27), 149-171.

Shameem, N. (2017). Religious Fundamentalisms: The Observatory on the Universality of Rights Initiative. *Development*, 60(1-2), 100-103.

Snyder, J. (2020). Backlash against naming and shaming: The politics of status and emotion. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 644-653.

Spire, A. (2017). État des lieux : Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État. *Gouvernement et action publique*, 5(4), 141-156.

Vihma, A., Reischl, G., & Nonbo Andersen, A. (2021). A Climate Backlash: Comparing Populist Parties' Climate Policies in Denmark, Finland, and Sweden. *The Journal of Environment & Development*, 30(3), 219-239.

Zhou, Y.-Y., Grossman, G., & Ge, S. (2023). Inclusive refugee-hosting can improve local development and prevent public backlash. *World Development*, 166, 106203.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT DE LA SORBONNE

REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

ÉDITIONS DE LA SORBONNE
UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES

"Políticas de backlash y desarrollo sostenible en Latinoamérica"

Revue internationale des études du développement n°258 (2025-2)

Coordinación del número

- Catia Grisa, Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS), Brasil
- Carla Tomazini, Carla Tomazini, Marie Sk≈Çodowska-Curie Postdoctoral Fellow (EUTOPIA-SIF Cofund), University of Warwick, Reino Unido
- Jean-Fran√ßois Le Coq, Cirad, Francia

Elemento esencial del panorama político contemporáneo, el término *backlash politics* o la expresión "contraataque" se utiliza en diversos contextos para referirse a las movilizaciones conservadoras (anti-derechos humanos, anti-feminismo, anti-LGTB…), pero también a los movimientos en favor de la autonomía local, al populismo radical de derecha, al rechazo de las instituciones internacionales, entre otras (Alter & Zürn, 2020). Los objetivos de desarrollo sostenible (ODS) no están exentos: percibidos como un programa político mundial hegemónico, constituyen una agenda cada vez más cuestionada, incluso criticada (Munro, 2023). En diversos contextos, los movimientos opuestos a los ODS exprimen su desacuerdo a través de múltiples medios, desde la movilización callejera a las tomas de posición oficiales al más alto nivel, incluso el presidencial. Su oposición se manifiesta por un rechazo explícito de ciertas nociones y recomendaciones institucionales que son consideradas, actualmente, como predominantes a diferentes niveles, ya sea local, regional, nacional o internacionalmente (Alter & Zürn, 2020). Estos movimientos ponen en entredicho principios fundamentales como los derechos humanos, la importancia de la protección del medio ambiente y de los ecosistemas, la necesidad de las vacunas para la salud pública, así como los avances sociales como la paridad de género y los derechos de las mujeres. También contestan las políticas y medidas implementadas en el marco de la Agenda 2030, arguyendo, a menudo, que tales iniciativas comprometen la soberanía nacional, impiden el desarrollo económico o amenazan los valores culturales y tradicionales.

Mientras que el interés por la acción colectiva conservadora era limitado hasta muy recientemente (Poulson *et al.*, 2014), sobre todo en el ámbito francófono (Agrikoliansky & Collovald, 2014), la llegada al poder de gobiernos de extrema derecha en varios países representa, actualmente, un desafío y un nuevo terreno de investigación para todos los investigadores y actores, de forma particular, en el campo del desarrollo, incluidos aquellos interesados en Latinoamérica.

La región latinoamericana vio emerger gobiernos de extrema derecha neoliberales después del periodo de la "marea rosa" de los años 2000 (Bull, 2013), caracterizado por la ascensión al poder de gobiernos progresistas en países como Brasil, Argentina, Chile, Uruguay, Bolivia, Venezuela y Ecuador, así como progresos significativos en los indicadores de desarrollo socioeconómico. A lo largo de estos últimos años, candidatos de partidos de extrema derecha han ganado en influencia en el seno de organizaciones sociales e instituciones legislativas de varios países, accediendo incluso en algunos casos al poder ejecutivo. A menudo, encuentran su fundamento en las fuerzas sociales, políticas, económicas y religiosas más conservadoras. Estos movimientos políticos comparten ideas como la preservación de las identidades tradicionales, la valorización de las masculinidades, el supremacismo racial, y preconizan políticas que pretenden restringir el rol del Estado social, reducir los avances en materia de igualdad de géneros, y cuestionar los atributos democráticos, conduciendo, de esta manera, a formas de restauración autoritaria.

Debido a estas dinámicas, América Latina representa un laboratorio particularmente interesante para analizar los *backlash politics* en periodo de convulsiones políticas. A pesar que otras regiones del mundo se vean afectadas por estos movimientos intelectuales, foros políticos (como el Foro Madrid) y otras movilizaciones populares, Latinoamérica ofrece un contexto vasto para aprehender estos fenómenos. Comprender las dinámicas (ideas, agenda, estrategias, alianzas…) y los efectos políticos e institucionales de estos movimientos en América Latina se ha convertido en una preocupación mayor para los universitarios e investigadores especialistas de esta región. Estos fenómenos de contraataque no preocupan solamente a las corrientes nacionales "progresistas" sino también a las instituciones internacionales y a los actores del desarrollo, en la medida en que logran eludir, fragilizar incluso pervertir ciertos procesos democráticos a través de formas de populismo, a menudo, demagógicos. Además, observamos que, actualmente, los neopentecostales se suman, a menudo, a sectores conservadores católicos para apoyar ciertas propuestas políticas y a partidos de derecha (Pérez Guadalupe, 2018). Aunque la actual ofensiva conservadora se despliegue, en parte, en reacción a los avances en términos de indicadores socioeconómicos y cambios sociales de los años 1990 y 2000, es crucial no limitarlo a una dimensión reactiva sino más bien a percibirla como intrínsecamente productiva (Serrano Amaya, 2017), con su propia ideología, sus repertorios de acciones, instrumentos, relevos, sociologías y agendas específicas.

Compartimos la idea según la cual los partisanos de las políticas de contraataque no actúan simplemente como reacción a un conjunto específico de circunstancias sino que sostienen un programa original que obedece a sus propias lógicas. Las políticas de *blacklash* son definidas por cuatro elementos: (1) objetivos retrógrados, de retraimiento de minusvalía societal (que puede tener igualmente elementos orientados al pasado con llamadas explícitas a una tradición magnificada y abogando, al mismo tiempo, por un futuro diferente); (2) metas y estrategias excepcionales apoyadas en el estado de urgencia permanente o de puesta en peligro de principios fundamentales democráticos; (3) gran visibilidad en el debate público por la difusión de ideas demagógicas, de soluciones simplificadoras y de ideas atroces, brutales y chocantes, que son, de esta manera, banalizadas (Alter & Zürn, 2020); y (4) a veces, desviar, incluso revirar, del sentido de los compromisos para el desarrollo sostenible (DS).

En este periodo de reconfiguración política marcada por el ascenso fulgurante de las movilizaciones y de los dirigentes conservadores, el objetivo de este dossier temático es explorar las dinámicas del *backlash* y comprender sus implicaciones y efectos sobre las políticas públicas en materia de desarrollo sostenible en la región. Pretende contribuir, tanto teórica como empíricamente, a esta parte emergente de la literatura (Alter & Zürn, 2020; Patashnik, 2019; Paternotte, 2021; Patterson, 2023; Snyder, 2020), concentrándose, al mismo tiempo, en el análisis de los actores del *backlash,* en sus fuerzas de movilización y en sus ideas, así como en las políticas que desmantelan, eluden o adoptan cuando acceden el poder. Estos análisis serán abordados en relación con los condicionantes y exigencias del desarrollo sostenible, desde los desafíos de reforzamiento de las agriculturas familiares, del apoyo a las prácticas agroecológicas, de la adaptación al cambio climático, de la preservación de la biodiversidad, pasando por la lucha contra las desigualdades de género, educación y salud, por el reconocimiento de pueblos, comunidades tradicionales y conocimientos autóctonos. Además, este dossier pretende, sobre todo, examinar de manera afinada y profunda las especificidades contextuales de la emergencia de estos actores, movimientos y políticas de *backlash,* así como su cristalización y difusión.

Procuramos estimular una reflexión profunda sobre las movilizaciones conservadoras y las variadas respuestas que suscitan en Latinoamérica, a través de diferentes ámbitos políticos y escalas (local, regional, nacional e internacional). Exhortamos a contribuciones innovadoras y a perspectivas poco exploradas, orientando a los autores hacia tres ejes de análisis centrados en las ideas, las instituciones y los intereses (Hall, 1997; Palier & Surel, 2005; Patterson, 2023). Este enfoque permite exponer las dinámicas, los efectos y las diferentes dimensiones y complejidades que exige este tema.

Eje 1: Agendas conservadoras: reconfiguraciones y objeciones de los discursos y de los marcos del DS

¿Cuáles son los discursos dominantes en términos de principios compartidos, objetivos, procedimientos y prácticas criticados por estos movimientos conservadores? ¿Cuáles son las propuestas y los programas alternativos defendidos ? ¿Cuáles son los elementos claves de las situaciones anteriores que estos movimientos y estas extremas derechas consideran preferibles? ¿Cuáles son los elementos "modernizadores" afirmados? Los reveses conocidos por la agroecología a diversos niveles, una de las causas progresistas en el ámbito rural, son particularmente emblemáticos. En 2018-2019, la crítica recibida por la FAO por su apoyo a la agroecología se inscribió en una reacción más global de puesta en entredicho de la visión agroecológica de los movimientos paisanos para la transformación de los sistemas alimentarios. Sus detractores defendían, al contrario, una concepción « limitada de la ciencia y del conocimiento, favoreciendo el desarrollo de sistemas alimentarios orientados hacia la tecnología, la digitalización y la financiarización" (Canfield *et al.*, 2021).

Desde otro punto de vista, ¿cómo se convierten las políticas de "contraataque" en parte integrante del discurso político habitual? ¿Qué enfoques (o nuevos enfoques) proponen estos movimientos en términos de desarrollo sostenible? De hecho, los sistemas internacionales y regionales de derechos humanos parecen cada vez más amenazados por los actores anti-derechos, buscando a "minar los derechos ligados al género y a la sexualidad utilizando referencias falsas a la religión, cultura, tradición y soberanía del Estado" (Shameem, 2017). Estos movimientos adoptan, cada vez más, el lenguaje de los derechos y de la modernidad, en una perspectiva diferente e inversa, para sugerir la naturaleza emancipadora de la recuperación de los valores y de las prioridades locales (Bob, 2019; Snyder, 2020). Corredor (2021) muestra, por ejemplo, cómo las personas opuestas a la perspectiva de género y al acuerdo de paz en Colombia en 2016, utilizaron la "retórica de los derechos humanos para crear un presente alternativo y promover un imaginario futuro anclado en la exclusión y la represión".

Eje 2: Institucionalización del backlash: cambios de normas y de políticas

Las políticas de backlash, debido a su falta de respeto de los procedimientos y de las normas de oposición habituales en los juegos democráticos, ponen en entredicho de manera muy importante la legitimidad de la acción política (Alter & Zürn, 2020; Madsen et al., 2018; Patashnik, 2019), engendrando agravios particularmente intensos e inestables (Patterson, 2023). ¿En qué medida estos movimientos (grupos sociales, partidos de extrema derecha…), pueden inscribir backlash politics en las propias instituciones para perpetuarlas? ¿Cuáles son los espacios políticos e institucionales ocupados? ¿Cuáles son los ruedos y escalas privilegiados? ¿Cómo se renegocian los pactos institucionales en este contexto? ¿Pueden llevar a cambios profundos de políticas públicas tanto en su forma como en sus funciones? ¿Observamos cambios institucionales más graduales o más bien rupturas institucionales provocadas por el "contraataque"? Al contrario de las interpretaciones habituales, los cambios de políticas, vistos como yendo "demasiado lejos" o como siendo implementados "demasiado deprisa" no explican, en general, las políticas de backlash (Alter & Zürn, 2020). En América Latina, por ejemplo, las reaccions hostiles hacia las personas LGBTQ+ se manifiestan en las regiones donde no hay progreso sobre el que volver atrás en materia de LGBTQ+, y la reacción puede no manifestarse en respuesta a las victorias en este ámbito (Encarnación, 2020). Es por ello que los análisis sobre los posibles efectos de contagio o de difusión en la región son bienvenidos.

Pese a que las políticas de "contraataque" no sean simplemente reactivas, pueden formar parte de la agenda en momentos políticos oportunos, explotando, por ejemplo, el poder simbólico para ganar las elecciones. Asimismo, es importante significar les efectos retroactivos, o sea, cómo las políticas influyen en otras políticas (Pierson, 1993). Este efecto es particularmente evidente en las políticas de desarrollo sostenible cuando encuentran una resistencia local, como en el caso del NIMBY (Not In My Back Yard). Estas resistencias pueden atañer diversas políticas, como climáticas (Patterson, 2023; Vihma et al., 2021), migratorias (Alesina & Tabellini, 2022; Zhou et al., 2023) o las ligadas a la participación de las mujeres (Kjelsrud & Sjurgard, 2022). Tomar en consideración los efectos retroactivos de las políticas públicas significa considerar simultáneamente las consecuencias inesperadas y los efectos de inercia de tales

políticas (Spire, 2017); esto permite descifrar la influencia de los grupos de interés y de los actores (no) estatales.

Eje 3: Estrategias e intereses de los actores del backlash

¿Cuáles son los actores del *backlash* y los asamblajes que los sostienen y los unen? ¿Cuáles son las discrepancias políticas y las alianzas implicadas en la defensa de las políticas reaccionarias? Para Della Porta (2020), estos movimientos conservadores benefician del apoyo de diversas coaliciones de clases, tanto de las élites económicas como de otros segmentos de lo que se consideraba, antes, la clase obrera. ¿Cuáles son sus estrategias y qué intereses están en juego? ¿Quiénes son los "intermediarios" y los "emprendedores"?¿Qué rol juegan los medios de comunicación y las plataformas digitales en la emergencia de estos movimientos y movilizaciones?

Desde otra perspectiva, ¿cuáles son los diferentes modos de financiación y los recursos materiales que contribuyen a catalizar estas movilizaciones? Esto nos conduce a reflexionar acerca de cuestiones cruciales para los desafíos del desarrollo: ¿cómo es utilizada, o supuestamente utilizada, la ayuda extranjera para ejercer presión en caso de violaciones de derechos humanos (Dasandi & Erez, 2023)? Más allá de la puesta en tela de juicio de los derechos humanos, las políticas de *backlash* rebaten también la crisis ecológica. Por consiguiente, ¿qué tácticas son implementadas para impedir los esfuerzos que limitan esta última o para adaptarse?

Este dossier está abierto a planteamientos variados según disciplinas, geográficos y metodológicos. Los artículos pueden explorar diversas escalas espaciales y temporales de análisis, en una perspectiva monográfica o comparativa, o abordando problemáticas transnacionales. Exhortamos de forma especial las contribuciones interdisciplinares y la diversidad de las perspectivas del desarrollo (sociales, medioambientales, organizacionales…). Este dossier aspira a enriquecer el debate sobre la politización y despolitización de los programas de desarrollo en la hora del desarrollo sostenible, las diferentes dinámicas de compromiso y de politización en el seno de las sociedades de los países del sur, así como los riesgos que las movilizaciones conservadoras representan para los procesos democráticos. El dossier contribuye, de esta manera, a una mejor comprensión de las políticas de *backlash,* haciendo hincapié, sobre todo, en los contextos latinoamericanos.

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°258 (2025/2) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la línea editorial de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la carta ética y las recomendaciones a los autores.

El processo de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama "NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-258", incluye:

-El título de 70 caracteres máximo (con la possibilidad de agregar un subtítulo)

-Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados

-Referencias bibibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)

-Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos-258" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Los coordinadores y los editores de la revista comprueban la idoneidad de la propuesta para la convocatoria y realizan una preselección.

Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de communicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadasantes del 30 de Junio 2024 a:

- catiagrisaufrgs@gmail.com
- carla.guerra-tomazini@warwick.ac.uk
- jean-francois.le_coq@cirad.fr
- revdev@univ-paris1.fr

-**Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 8 de Julio 2024.

-**Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las direcciones de correo citadas **antes del 15 de Septiembre 2024.**

-**El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo –anonimizado–será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Juno 2025.

Referencias bibliográficas

Agrikoliansky, É., & Collovald, A. (2014). Mobilisations conservatrices : Comment les dominants contestent ? *Politix*, N° 106(2), 7.

Alesina, A., & Tabellini, M. (2022). *The Political Effects of Immigration: Culture or Economics?* (Rapport No. w30079). Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

Alter, K. J., & Zürn, M. (2020). Theorising backlash politics: Conclusion to a special issue on backlash politics in comparison. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 739-752.

Bob, C. (2019). *Rights as weapons: Instruments of conflict, tools of power*. Princeton; Oxford: Princeton University Press.

Bull, B. (2013). Social Movements and the 'Pink Tide' Governments in Latin America: Transformation, Inclusion and Rejection. Dans K. Stokke & O. Törnquist (Éds), *Democratization in the Global South* (pp. 75-99). London: Palgrave Macmillan UK.

Canfield, M. C., Duncan, J., & Claeys, P. (2021). Reconfiguring Food Systems Governance: The UNFSS and the Battle Over Authority and Legitimacy. *Development*, 64(3-4), 181-191.

Corredor, E. S. (2021). On the Strategic Uses of Women's Rights: Backlash, Rights-based Framing, and Anti-Gender Campaigns in Colombia's 2016 Peace Agreement. *Latin American Politics and Society*, 63, 46-68.

Dasandi, N., & Erez, L. (2023). The flag and the stick: Aid suspensions, human rights, and the problem of the complicit public. *World Development*, 168, 106264.

Della Porta, D. (2020). Conceptualising backlash movements: A (patch-worked) perspective from social movement studies. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 585-597.

Encarnación, O. G. (2020). The gay rights backlash: Contrasting views from the United States and Latin America. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 654-665.

Hall, P. (1997). The Role of Interest, Institutions and Ideas in the Comparative Political Economy of the Industrialized Nations. Dans M. Lichbach & A. Zuckerman (Éds), *Comparative Politics*. (S.l.): Cambridge University Press.

Kjelsrud, A., & Sjurgard, K. V. (2022). Public Work and Private Violence. *The Journal of Development Studies*, 58(9), 1791-1806.

Madsen, M. R., Cebulak, P., & Wiebusch, M. (2018). Special Issue – Resistance to International Courts Introduction and Conclusion. *International Journal of Law in Context*, 14(2), 193-196.

Munro, L. T. (2023). Are the SDGs a Hegemonic Global Policy Agenda?: Evidence from National Development Plans. *Revue internationale des études du développement*, (253), 33-61.

Palier, B., & Surel, Y. (2005). Les « trois I » et l'analyse de l'État en action. Revue française de science politique, *55*(1), 7-32.

Patashnik, E. M. (2019). Limiting Policy Backlash: Strategies for Taming Countercoalitions in an Era of Polarization. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 685(1), 47-63.

Paternotte, D. (2021). Backlash : Une mise en récit fallacieuse : *La Revue Nouvelle*, N° 6(6), 11-15.

Patterson, J. J. (2023). Backlash to Climate Policy. *Global Environmental Politics*, 23(1), 68-90.

Pérez Guadalupe, J. L. (2018). ¿Políticos Evangélicos o Evangélicos Políticos? Los Nuevos Modelos de Conquista Política de los Evangélicos en América Latina. Dans J. L. Pérez Guadalupe & S. Grundberger (Éds), *Evangélicos y Poder en América Latina*. (S.l.): Konrad Adenauer Stiftung, Instituto de Estudios Social Cristianos.

Pierson, P. (1993). When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change. *World Politics*, 45(4), 595-628.

Poulson, S. C., Caswell, C. P., & Gray, L. R. (2014). Isomorphism, Institutional Parochialism, and the Study of Social Movements. *Social Movement Studies*, 13(2), 222-242.

Serrano Amaya, J. F. (2017). La tormenta perfecta: Ideología de género y articulación de públicos. *Sexualidad, Salud y Sociedad*, (27), 149-171.

Shameem, N. (2017). Religious Fundamentalisms: The Observatory on the Universality of Rights Initiative. *Development*, 60(1-2), 100-103.

Snyder, J. (2020). Backlash against naming and shaming: The politics of status and emotion. *The British Journal of Politics and International Relations*, 22(4), 644-653.

Spire, A. (2017). État des lieux : Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État. *Gouvernement et action publique*, 5(4), 141-156.

Vihma, A., Reischl, G., & Nonbo Andersen, A. (2021). A Climate Backlash: Comparing Populist Parties' Climate Policies in Denmark, Finland, and Sweden. *The Journal of Environment & Development*, 30(3), 219-239.

Zhou, Y.-Y., Grossman, G., & Ge, S. (2023). Inclusive refugee-hosting can improve local development and prevent public backlash. *World Development*, 166, 106203.